

Changement climatique : sauvons à la planète du capitalisme

mardi 16 décembre 2008, par [MORALES Evo](#) (Date de rédaction antérieure : 28 novembre 2008).

Lettre d'Evo Morales, président de la Bolivie, au Sommet de Poznan sur le Changement Climatique.

Sœurs et frères,

Aujourd'hui, notre Terre-Mère est malade. Dès le début du XXI^e siècle, nous avons vécu les années les plus chaudes des dernières mille années. Le réchauffement de la planète provoque des changements brusques dans le climat : le recul des glaciers et la diminution des calottes polaires ; l'augmentation du niveau de la mer et l'inondation de territoires côtiers dans les alentours desquels vivent 60% de la population mondiale ; l'accroissement des processus de désertification et la diminution des sources d'eau douce ; une plus grande fréquence des catastrophes naturelles dont souffrent les Communautés de la planète ; l'extinction d'espèces animales et végétales ; et la propagation de maladies dans des zones qui en étaient préservées auparavant.

Une des conséquences les plus tragiques du changement climatique est que quelques nations et territoires sont condamnés à disparaître par l'élévation du niveau de la mer.

Tout a commencé avec la révolution industrielle de 1750 qui a donné naissance au système capitaliste. En deux siècles et demi, les pays appelés « développés » ont consommé une grande partie des combustibles fossiles créés durant cinq millions de siècles.

La concurrence et la soif de profit sans limite du système capitaliste détruisent la planète. Pour le capitalisme, nous ne sommes pas des êtres humains mais des consommateurs. Pour le capitalisme, il n'existe pas de Terre-Mère mais des matières premières. Le capitalisme est la source des asymétries et des déséquilibres dans le monde. Il produit luxe, ostentation et gaspillage pour quelques-uns tandis que des millions meurent de faim dans le monde. Entre les mains du capitalisme tout se transforme en marchandise : l'eau, la terre, le génome humain, les cultures ancestrales, la justice, l'éthique, le décès... la vie elle-même. Sous le capitalisme tout, absolument tout, est vendu et acheté.

Jusqu'au « changement climatique » même qui est devenu business.

Le « changement climatique » a placé à toute l'humanité face à un grand dilemme : continuer sur le chemin du capitalisme et la mort, ou emprunter le chemin de l'harmonie avec la nature et le respect de la vie.

Dans le Protocole de Kyoto de 1997, les pays développés et les "économies en transition" se sont engagés à réduire leurs émissions de gaz d'effet serre d'au moins 5% par rapport aux niveaux de 1990, avec la mise en œuvre de différents instruments au sein desquels prédominent les mécanismes de marché.

Jusqu'en 2006, les gaz d'effet de serre, loin d'être réduits, ont augmenté de 9,1 % par rapport aux niveaux de 1990, en démontrant aussi de cette manière la non-exécution des compromis des pays développés. Les mécanismes de marché appliqués dans les pays en développement n'ont pas permis une diminution significative des émissions de gaz d'effet serre.

Ainsi de la même façon que le marché est incapable de réguler le système financier et productif du monde, le marché est incapable de régler les émissions de gaz d'effet serre ; il ne produira qu'un nouveau commerce pour les agents financiers et les grandes corporations.

La planète est beaucoup plus importante que les bourses de Wall Street et du monde.

Tandis que les Etats-Unis et l'Union Européenne consacrent 4.100 milliards de dollars à sauver les banquiers d'une crise financière qu'eux-mêmes ont provoqué, ils destinent 313 fois moins aux programmes liés au changement climatique, c'est-à-dire, seulement 13 milliards de dollars.

Les ressources pour le changement climatique sont mal distribuées. On alloue plus de ressources pour réduire les émissions (*mitigation*) et que pour contrecarrer les effets du changement climatique dont souffrent tous les pays (*adaptation*). La grande majorité des ressources affluent vers les pays qui ont contaminé et non vers ceux qui ont préservé l'environnement. 80% des projets du "Mécanisme de Développement Propre" se sont concentrés sur quatre pays émergents seulement.

La logique capitaliste promeut le paradoxe qui fait que les secteurs qui ont le plus contribué à détériorer l'environnement sont ceux qui profitent le plus des programmes liés au changement climatique.

De même, le transfert de technologie et le financement pour un développement propre et soutenable des pays du sud en sont restés au niveau des discours.

Le prochain sommet sur le Changement Climatique à Copenhague doit nous permettre d'effectuer un saut si nous voulons sauver la Terre-Mère et l'humanité.

C'est pourquoi nous déposons les propositions suivantes pour le processus qui va de Poznan à Copenhague :

Attaquer les causes structurelles du changement climatique

1) Discuter des causes structurelles du changement climatique. Tant que nous ne changerons pas le système capitaliste pour un système basé sur la complémentarité, la solidarité et l'harmonie entre les peuples et la nature, les mesures que nous adopterons seront palliatives, qui auront un caractère limité et précaire. Selon nous, ce qui a raté, c'est le modèle du « vivre mieux » : du développement durable, de l'industrialisation sans frontière, de la modernité qui dédaigne l'histoire, de l'accumulation croissante au prix de l'autre et de la nature. C'est pourquoi nous préconisons le "Vivre Bien", en harmonie avec les autres êtres humains et avec notre Terre-Mère.

2) Les pays développés ont besoin de contrôler leurs modèles de consommation - luxe et gaspillage- spécialement la consommation excessive de combustibles fossiles. Les subventions aux combustibles fossiles, qui s'élèvent à 150-250 milliards de dollars, doivent progressivement être éliminées. Il est fondamental de développer des énergies alternatives comme l'énergie solaire, l'énergie géothermique, l'énergie

éolienne et l'énergie hydro-électrique à des échelles petite et moyenne.

3) Les agrocombustibles ne sont pas une alternative parce qu'ils privilégient la production d'aliments pour le transport au détriment de la production d'aliments pour les êtres humains. Les agrocombustibles étendent la surface agricole en détruisant les forêts et la bio-diversité, produisent des monocultures, promeuvent la concentration de la terre, détériorent les sols, épuisent les sources d'eau, contribuent à la hausse du prix des aliments et, dans beaucoup de cas, consomment davantage d'énergie qu'ils n'en produisent.

Accomplissement réel des engagements substantiels de réduction d'émissions

4) Tenir strictement jusqu'en 2012 les engagements que les pays développés ont faits de réduire les émissions de gaz d'effet serre d'au moins 5% par rapport aux niveaux de 1990. Il n'est pas acceptable que les pays qui ont historiquement contaminé la planète parlent de réductions plus grandes pour le futur en négligeant leurs engagements présents.

5) Établir de nouveaux engagements minimaux pour les pays développés -de 40% d'ici à 2020 et de 90% pour 2050- de réduction de gaz d'effet serre, en prenant comme point de départ les émissions de 1990. Ces engagements minimaux de réduction doivent être faits de manière interne, dans les pays développés, et non à travers des mécanismes flexibles du marché qui leur permet l'achat de Certificats de Réduction d'Émissions pour continuer à émettre dans leur propre pays. De même, on doit établir des mécanismes de contrôle, d'information et de vérification, transparents, accessibles au public, pour garantir l'accomplissement de ces engagements.

6) Les pays en développement, qui ne sont pas responsables de la pollution historique, doivent préserver l'espace nécessaire pour mettre en œuvre un développement alternatif et soutenable, qui ne répète pas les erreurs du processus d'industrialisation sauvage qui nous a menés à la situation actuelle. Pour assurer ce processus, les pays en développement ont besoin, comme pré-condition, du financement et du transfert de technologie.

Un Mécanisme Financier Intégral pour s'occuper de la dette écologique

7) En reconnaissance de la dette écologique historique qu'ils ont envers la planète, les pays développés doivent créer un Mécanisme Financier Intégral pour soutenir les pays en développement dans la mise en œuvre de leurs plans et programmes d'adaptation au changement climatique et de diminution d'émissions ; dans l'innovation, le développement et le transfert de technologie ; dans la conservation et l'amélioration de ses puits et de ses réservoirs ; dans les actions entreprises en réponse aux catastrophes naturelles graves provoquées par le changement climatique ; et dans l'exécution de plans de développement soutenables et amicaux envers la nature.

8) Ce Mécanisme Financier Intégral, pour être effectif, doit disposer d'un apport d'au moins 1% du PIB des pays développés et disposer d'autres recettes provenant d'impôts sur les hydrocarbures, sur les transactions financières, sur le transport maritime et aérien, et sur les bénéfices des entreprises transnationales.

9) Le financement qu'apportent les pays développés doit être additionnel à l'Aide Officielle du Développement (ODA), à l'aide bilatérale et/ou canalisée par le biais d'organismes qui ne sont pas ceux des Nations Unies. Aucun financement hors de la CMNUCC ne pourra être considéré comme l'application des engagements des pays développés repris dans la

Convention.

10) Le financement doit aller aux plans ou aux programmes nationaux des États et non aux projets qui sont sous la logique du marché.

11) Le financement ne doit pas se concentrer seulement sur quelques pays développés mais doit être donné en priorité aux pays qui ont le moins contribué aux émissions de gaz d'effet serre, à ceux qui préservent la nature et/ou qui souffrent le plus des impacts du changement climatique.

12) Le Mécanisme de Financement Intégral doit être placé sous la contrôle des Nations Unies et non du Fonds Global de l'Environnement (GEF) et de ses intermédiaires comme la Banque Mondiale ou les Banques Régionales ; son administration doit être collective, transparente et non bureaucratique. Les décisions doivent être prises par tous les pays membres, spécialement, les pays en développement, et pas seulement par les donateurs ou les bureaucraties administratrices.

Transfert de technologie aux pays en développement

13) Les innovations et les technologies en rapport avec le changement climatique doivent être du domaine public et ne pas être placées sous un régime privé de monopole de brevets qui entrave fortement leur transfert aux pays en développement.

14) Les produits qui sont le fruit du financement public pour l'innovation et le développement de technologies doivent être placés dans le domaine public et non sous un régime privé de brevets de telle sorte qu'ils soient en libre accès pour les pays en développement.

15) Stimuler et améliorer le système de licences volontaires et obligatoires pour que tous les pays puissent accéder aux produits déjà brevetés de manière rapide et gratuite. Les pays développés ne peuvent pas traiter les certificats et droits de propriété intellectuelle comme si il s'agissait de quelque chose de « sacré » qui devrait être maintenu à tout prix. Le régime de flexibilité qui existe pour les droits de propriété intellectuelle, quand il s'agit de problèmes graves relevant de la santé publique, doit être massivement adapté et étendu pour soigner la Terre-Mère.

16) Recueillir et promouvoir les pratiques d'harmonie avec la nature des peuples indigènes qui, tout au long des siècles, se sont révélées soutenables.

Adaptation et réduction des émissions avec la participation de tout le peuple

17) Promouvoir des actions, programmes et plans de réduction et d'adaptation avec la participation des Communautés locales et des peuples indigènes dans le cadre du plein respect et de la mise en œuvre de la Déclaration des Nations Unies sur les Droits des Peuples Indigènes. Le meilleur instrument pour faire face au défi du changement climatique ne sont pas les mécanismes de marché, mais les êtres humains organisés, conscients, mobilisés et dotés d'identité.

18) La réduction des émissions, de la déforestation et de la dégradation de forêts REDD doit être basée sur un mécanisme de compensation directe de pays développés à pays en développement, au travers d'une "mise en œuvre souveraine" qui assure une vaste participation des communautés locales et des peuples indigènes et d'un mécanisme de contrôle, de rapport et de vérification transparent et public.

Une ONU de l'Environnement et du Changement Climatique

19) Nous avons besoin d'une Organisation Mondiale de l'Environnement et du Changement Climatique à laquelle on subordonne les organisations commerciales et financières multilatérales pour qu'elle promeuve un modèle différent de développement convivial avec la nature et qu'elle résolve les problèmes graves de la pauvreté. Cette organisation doit disposer des mécanismes effectifs de suivi, de vérification et de sanction pour que soient accomplis les accords présents et futurs.

20) Il est fondamental de transformer structurellement l'Organisation Mondiale du Commerce, la Banque Mondiale, le Fonds Monétaire International et le système économique international dans son ensemble, afin de garantir un commerce juste et complémentaire, de non-gaspillage des ressources naturelles et des combustibles fossiles dans les processus de production, de commerce et de transport de produits.

Dans ce processus de négociations en vue de Copenhague, il est fondamental de garantir des instances actives de participation au niveau national, régional et mondial de tous nos peuples, en particulier des secteurs les plus touchés comme les peuples indigènes qui ont toujours promu la défense de la Terre- Mère.

L'humanité est capable de sauver à la planète si elle renoue avec les principes de solidarité, de complémentarité et d'harmonie avec la nature, en opposition à l'empire de la concurrence, du profit et de la consommation des ressources naturelles.

28 novembre 2008

Evo Morales Ayma

President de la Bolivie

P.-S.

* Traduction de Charles Ruiz. Publié sur le site « Climat et Justice sociale ».